

# 9 MARS 1945 :

## L'Annam laisse la place au Viêt Nam

En cette fin d'après-midi du 9 Mars 1945, l'empereur Bao Daï quitte une partie de chasse à l'extérieur de Huê. Sa voiture est arrêtée par des troupes japonaises dont le commandant le prie de patienter (1). A la même heure, vers 18h45, Georges Gautier, principal collaborateur civil de l'amiral Decoux, Gouverneur Général de l'Indochine, se trouvant à Hanoï et prévenu par des indiscretions et des recoupements d'informations sur un possible coup de force japonais, cherche désespérément à prendre contact avec son supérieur pour déclencher l'alerte (2). A Saïgon, à 19 heures, au Palais Norodom (devenu le Palais Doc Lap puis Thông Nhut – de l'Indépendance puis de la Réunification plus tard), l'amiral Decoux reçoit en audience urgente un représentant japonais, Matsumoto, qui lui remet un ultimatum avec obligation d'acquiescement avant 20 heures (3) : subordination immédiate des troupes françaises d'Indochine aux troupes japonaises, ou reddition. Aucun des trois ne se doute en cet instant qu'est venue la fin de l'Indochine Française réunissant le Laos, le Cambodge, et le Viêt-Nam. Comment en est-on arrivé là ?



Troupes japonaises pénétrant en Indochine, et blindés japonais dans la campagne cochinchinoise

Le Japon, qui depuis 1937 occupe une partie de la Chine, exige dès Juillet 1940 (un mois après la défaite française en Europe), la présence au Tonkin d'une mission de contrôle qui se transformera vite en une implantation militaire hostile. En septembre 1940, le gouvernement de Vichy accorde au Japon l'autorisation de stationner et de faire transiter des unités en Indochine : 25 000 hommes dont 6 000 dans les bases désignées. Mais au même moment, une division japonaise en provenance de Chine franchit la frontière, attaque Lang Son, tandis que le 26 Septembre, des troupes japonaises débarquent à Hai Phong, et prennent d'assaut la ville. Un accord est quand même trouvé, le Japon se réfugie dans « un malentendu », les troupes japonaises se retirent en Chine, et la France (Vichy) garde le contrôle de l'Indochine, avec des troupes japonaises localement stationnées. L'an suivant, le 21 juillet 1941, Vichy cède à de nouvelles exigences japonaises : 50 000 soldats japonais sont déployés et occupent notamment les aérodromes de Tourane (Dà Nang maintenant), Nha Trang, Kompong Cham, Biên Hoà, Cat Lai et Tân Son Nhut, avec des facilités dans les ports de Saïgon et de Cam Ranh. Et la coexistence va s'installer cahin-caha entre des Européens nominativement maîtres du pays, et des soldats asiatiques oeuvrant en sous-main pour une domination japonaise complète à terme. Et ainsi, de 1940 à la fin de 1944, deux jeux se font.

Les Français développent à fond l'autarcie de l'Indochine (industries locales, fabrication locale de pneus, développement des charbonnages etc.) car les contacts avec la France sont rompues, tout en mettant en avant la monarchie vietnamienne : partout, on montre Bao Daï en lui réservant tous les honneurs de l'étiquette. On lance également un mouvement d'« égalisation » avec les autochtones (équivalence des

salaires à titre et diplôme égal, interdiction du tutoiement), on promeut le premier tour d'Indochine cycliste, bref on s'efforce de garder la face. Et pour occuper les jeunes, un mouvement de jeunesse est lancé sous la houlette du capitaine Ducoroy. Le tout, sous les portraits omniprésents du maréchal Pétain.

Les Japonais sont satisfaits de cette situation qui leur permet de se concentrer sur la guerre en Asie du Sud se déclenchant en décembre 1941, et de laisser les soucis de la gestion aux Français. Mais ils ne manquent pas de « travailler » en sous-main les divers groupes nationalistes vietnamiens, et même certains groupes de sac et de corde, qu'ils protègent en en intégrant certains dans leur Kempetaï (feld-gendarmerie) mais sans trop les armer. De même, ils surveillent les monarchistes en montrant ostensiblement la « solution » Cuong Dê, prince vietnamien d'une autre branche, en exil à Tokyo. Arrive 1944, avec les 2 débarquements anglo-américain en Normandie (Juin) et franco-américain en Provence (Août). Decoux, nommé par Vichy, accepte en secret le pouvoir occulte mais désormais effectif de la France Libre en Indochine dès 1944. Les Japonais sur le terrain (au contraire de leur état-major impérial à Tokyo) savent que la guerre est perdue pour eux. A partir de 1944, ils vont chercher à mettre en place partout un pouvoir à leur botte, prélude à une politique de la terre brûlée. L'Indochine étant un axe de retraite terrestre des troupes japonaises d'Asie du sud, ils vont écarter les Français par la force.

Amiral Decoux et GI Nishikara



Maquis du  
Viêt Minh,  
déc. 1944

Bao Dai attend donc que les combats se terminent à Huê. Il était au courant secrètement. Les Français aidés de tirailleurs annamites, au total 600 hommes, se défendent avec acharnement dans la citadelle impériale, et les 300 survivants ne se rendront que le jour suivant (4), après avoir tué plus de 270 Japonais. Ce sera le seul endroit de l'Indochine où les Japonais leur accorderont les honneurs militaires, avant de les tuer. Partout ailleurs, les troupes françaises attaquées par surprise sont battues, prisonnières, massacrées au sabre, à l'exception de quelques-unes qui s'échapperont en Chine, incluant un certain sous-lieutenant Trân van Dôn, futur général et politicien sud-vietnamien (5). Quelques Français parviendront à s'enfuir de Hanoï, dont le jeune François-Xavier Ortoli, futur ministre sous Georges Pompidou.

Tout est terminé dès le 10 Mars. Le 11 Mars, l'ambassadeur Yokoyama se présente à la Cité Interdite de Huê, et annonce la pleine indépendance du pays à Bao Dai, alors qu'elle était déjà placardée en vietnamien par les Japonais dès le 10 Mars (6), et la dénonciation du Protectorat français. Le nom d'An Nam est abandonné ce jour-là pour laisser la place à « Viet Nam ». Le 17 Mars, au nom de l'Empereur, le Co Mât (Conseil des Ministres) ordonne à toutes les communes vietnamiennes de fêter la nouvelle indépendance. Et le 19 Mars, le premier cabinet vietnamien exempt de contrôle *occidental* depuis 1883 – mais contrôlé cette fois par les Japonais – est annoncé, celui de Trân Trong Kim (7), tiré de son exil à Singapour, et après des tractations longues et difficiles car personne ne voulait faire partie du côté finalement vaincu. Ce cabinet n'allait durer que 5 mois effectivement, sans illusion aucune car il savait – tout comme Bao Dai – que le Japon allait inéluctablement vers sa défaite. Mais du côté vietnamien, il fallait d'abord et surtout prendre position sur l'indépendance et jouer le fait accompli avant l'arrivée des Alliés.

La suite, vous la connaissez. Reddition du Japon en Août après les bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, prise du pouvoir par le Viet Minh quittant ses maquis et aidé par des conseillers de l'OSS (8), plaidoyer inutile de Bao Dai auprès des Alliés, et qui abdique le 25 Août. C'était il y a 61 ans.

**GNCD**

**Renvois :** 1) Le Dragon d'Annam – Bao Dai - Editions Plon 2) La fin de l'Indochine Française – Georges Gautier – Editions SPL 3) A la barre de l'Indochine – Amiral Decoux 4) Historia Hors série N°24, 1972 5) Viêt Nam Nhân Chung – Trân Van Dôn – Editions Xuân Thu, USA 6) Bao Dai, par Daniel Grandclément - Editions J-C.Lattès 7) historien et homme politique, auteur d'une célèbre Histoire du VN. Ngô Dinh Diêm a été écarté par les Japonais car jugé trop peu malléable 8) « ancêtre » de la CIA-Central Intelligence Agency- des USA